

triotique, et que, depuis la fin de la guerre, il a fait tout et peut être plus que tout ce qu'on devait attendre de tout gouvernement.

Ensuite s'est levé mon honorable ami de DeLorimier (l'honorable M. Dandurand), qui a donné quelques explications plus ou moins claires. Il a fait un discours qu'il aurait valu mieux ne pas prononcer. Ce n'est pas le temps, honorables messieurs, et le Sénat n'est pas le lieu convenable, pour raviver ou perpétuer les luttes de races. Si les injures personnelles et le mépris de nos hommes publics, même les meilleurs, les plus patriotes, les plus honnêtes, sont devenus des articles du programme du grand parti libéral d'antan, il vaudrait mieux que la pratique de cette besogne méprisable fût laissée aux amis nationalistes de l'honorable sénateur. Son discours anglais est réellement parfois vexant, il me fait peine de le dire, et quelques parties de son discours français sont encore plus méchantes.

Cependant, d'autres honorables sénateurs se sont levés à leur tour pour exprimer leur opinion, et chacun d'eux a trouvé du discours du trône ce qui pouvait mieux lui convenir. J'ai malheureusement proposé l'ajournement du débat dans le but d'empêcher que le vote soit pris vendredi. Je voulais par là permettre à mon honorable ami de Montréal de prendre part au débat, vu qu'il m'avait manifesté son intention à ce propos. Et maintenant, j'y suis mêlé moi-même, et il me faut trouver quelque chose de bon, de mauvais ou d'indifférent dans le discours du trône.

Voici la question que je voudrais élucider; quel est le montant d'argent que l'administration va demander au pays cette année, et quel usage fera-t-elle de ces crédits? Quant au montant, nous pouvons croire qu'il sera dans les centaines de millions. L'année dernière, il était de plus de \$300,000,000, et d'après le budget déposé sur la table, le montant accordé pour l'établissement des soldats-colons a été de \$25,000,000. La somme sera aussi forte, sinon plus élevée, cette année. Le crédit voté pour les fermes expérimentales a été de \$1,200,000; pour la loi d'instruction agricole, \$1,100,000; pour l'immigration et la colonisation, \$1,500,000; pour les pensions, \$36,000,000; pour les subsides aux compagnies de paquebots, \$2,500,000; pour l'industrie laitière, une couple de cent mille; pour encourager la construction de maisons d'habitation, \$25,000,000; pour chemins de fer et canaux, \$15,000,000.

Tous ces montants sont sans doute nécessaires, et je suis persuadé qu'ils seront dépensés avec sagesse. La dépense est nécessaire pour travailler à la prospérité matérielle de ce pays. Nous voulons que le Canada soit riche. Nous voulons que son agriculture soit florissante, que ses chemins de fer se développent, que ses soldats soient bien soignés. Nous voulons faire de ce Dominion un grand et riche pays. Mais, à mon sens, honorables messieurs, cela n'est pas suffisant. Un pays ne progresse pas seulement du côté matériel. Il y a au-dessus de cette base une superstructure qu'il faut considérer: le pays doit être non seulement prospère, mais aussi éclairé. En comparant ce qui a été fait pour le perfectionnement intellectuel du pays avec les sacrifices imposés pour sa prospérité matérielle, je reste étonné—même un peu choqué. Par exemple, la société astronomique obtient un octroi de \$2,000, en sus de ce qui est nécessaire à l'administration de la division astronomique du Canada. L'Académie royale des arts reçoit \$2,500, l'Institut des mines, \$3,000, et la Société royale du Canada, \$4,000. Ces crédits souffrent mal la comparaison avec les millions et les centaines de millions qui sont accordés pour le bénéfice des intérêts matériels du Canada. Nous sommes à édifier une grande nation, une nation qui sera probablement, dans les siècles à venir, la plus grande de tous les temps. Ne considérons pas seulement la prospérité matérielle. Elle ne réussira pas, elle ne peut réussir à former une grande nation. Un homme peut être millionnaire, mais s'il n'a que sa richesse en partage, son nom disparaîtra avec elle, et il sera bientôt oublié. Plusieurs empires ont passé, à qui il ne manquait certes pas une grande prospérité au point de vue matériel, mais ils ont disparu sans laisser aucune œuvre de valeur. Les pays qui vivent et méritent de vivre sont ceux qui prennent soin et de la charpente et de la fondation de l'édifice. Regardez, par exemple, la république de Grèce, un petit pays, à peine aussi grand que la province de mon honorable ami d'Halifax (l'honorable M. Crosby), que je suis heureux de revoir dans cette Chambre. La Grèce était la première de toutes les nations du monde; pourquoi? Non pas parce qu'elle avait le plus grand réseau de chemins de fer; non pas parce qu'elle exportait des centaines de millions de boisseaux de blé ou d'orge chaque année, ni parce qu'elle avait les meilleures pêcheries du monde. Elle n'a joui d'aucune de ces choses; mais elle avait une culture supérieure; elle avait ce